

Tribune libre

Tract du groupe CCI (T)

(<http://www.cci-t.org>)

APRES LE 29 JANVIER ET LE 19 MARS, SARKOZY ET FILLON ANNONCENT QU'ILS NE RECULERONT PAS

UNE SEULE SOLUTION : POUR EN FINIR AVEC EUX

IMPOSER L'UNITÉ POUR LA GREVE GENERALE !

POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

La crise économique mondiale s'aggrave de jour en jour : 90 000 chômeurs supplémentaires en France au mois de Janvier, plus de 600 000 aux USA pour le même mois. Le Bureau International du Travail prévoit pour 2009 51 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde en raison de la récession et 45% de la population active mondiale ayant un emploi sous le seuil de pauvreté.

Les mesures financières prises pour sauver les banques de la faillite pure et simple, les milliers de milliards de dollars versés aux établissements de crédits ne suffisent pourtant pas à enrayer la récession, la marche à la dislocation du marché mondial. Le géant américain General Motors, deuxième constructeur mondial d'automobiles, est au bord de la liquidation, les ex-pays de l'Est sont menacés de faillite, les pays « émergents » sont au bord du gouffre.

Sauver le système ou sauver les travailleurs et la jeunesse.

Partout, les gouvernements tiennent le même discours et mettent en œuvre les mêmes solutions : pour les exploités, des milliards issus des fonds publics pour les sauver de la faillite, l'augmentation de la dette publique, qu'il nous faudra rembourser

Pour les travailleurs et la jeunesse, les réformes destructrices des conditions de travail, des salaires et des services publics. Pour les pays au bord de la faillite, l'aide du FMI à cette condition expresse : sacrifier les travailleurs, accentuer les conditions d'exploitation.

En France, Sarkozy l'a déclaré après le 29 Janvier et Fillon le redit avant comme après le 19 Mars : il est hors de question qu'ils modifient leur politique. « Il n'y aura aucune enveloppe supplémentaire car c'est de la dette supplémentaire ; il y a une gestion de la crise dans la durée qui doit être prise en compte. ». La dette ne pose pas de problème quand il s'agit de sauver le capital, mais en pose un quand il faut sauver les travailleurs et la jeunesse de la crise ! La seule façon pour eux de maintenir les profits capitalistes c'est d'arracher aux travailleurs le peu qu'ils ont obtenu par leurs combats antérieurs. L'expansion de la production et des profits industriels n'est plus possible : il y a surproduction de marchandises que les travailleurs n'ont plus les moyens d'acheter, il y a trop de capitaux qui n'arrivent plus à s'investir.

C'est au contraire la récession massive qui s'annonce, la régression sociale, la misère organisée : tous ceux qui vivent uniquement de leur travail sont désormais concernés. Nous sommes menacés dans notre survie, ouvriers, mais aussi fonctionnaires, petits paysans, petits patrons et petits commerçants. La situation des chômeurs et des précaires (les premiers touchés par les licenciements) va empirer. Nous voulons simplement, en urgence :

- Avoir tous un travail et recevoir pour ce travail une rémunération qui nous permette de vivre
- Avoir un toit décent et pouvoir en payer le loyer à la fin du mois
- Pouvoir nous nourrir et nourrir nos enfants : pouvoir payer la cantine de nos enfants

- Pouvoir être soignés – comme les riches – quand notre santé exige des soins
- Avoir une formation, pouvoir poursuivre des études quelle que soit la fortune de nos parents
- Pouvoir bénéficier d'une retraite suffisante pour couvrir nos besoins fondamentaux etc..

Et tout cela cette société ne peut plus l'assurer !

Le gouvernement en difficulté

Jamais la situation de Sarkozy et de son gouvernement n'a été aussi précaire.

La grève générale à la Guadeloupe et dans les Antilles le montre. Le gouvernement n'a pas osé faire intervenir frontalement les gendarmes mobiles envoyés spécialement contre le mouvement massif, unitaire, regroupant toutes les organisations syndicales et associatives de l'île et presque toutes les organisations politiques ouvrières dans le LKP. C'était en effet prendre le risque de l'embrasement en métropole. Parisot, présidente du MEDF a d'ailleurs assez reproché le « climat de terreur » que le gouvernement aurait laissé se développer. Climat de terreur contre les patrons, bien entendu.

Mais le gouvernement tient, car en métropole les dirigeants syndicaux mettent tout leur poids dans la défense du gouvernement avec lequel il leur faut encore et encore négocier. Nous en connaissons les résultats. Les dirigeants font semblant de croire qu'il suffirait de journées de grèves pour que ce gouvernement recule et décide de retirer ses plans. Alors que nous sommes dans une situation où le capitalisme, pour survivre, doit programmer notre déchéance.

Les journées d'action, les grèves et manifestations à répétition, ne servent à rien, même si elles sont massives comme le 29 janvier ou le 19 mars et même si elles sont soutenues par 80 % de la population. Ce gouvernement est celui des 20% restants ! Aujourd'hui ces moyens d'actions sont inappropriés et démobilisent lentement les travailleurs. Pourtant ceux-ci seraient des millions si les dirigeants appelaient au combat central, tout ensemble, contre ce gouvernement et sa politique.

Aujourd'hui il faut organiser le front contre ce système et ceux qui le défendent. Il ne s'agit pas de pérenniser ce système en pactisant avec lui, il faut rompre avec lui.

S'organiser pour imposer notre volonté

Certains travailleurs ont sincèrement pensé qu'au lendemain du 29 janvier, Sarkozy reculerait. Après le 19 mars les choses sont claires, il ne reculera pas. Nous devons donc mener le combat pour le chasser, seule solution pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

Il faut imposer la rupture des dirigeants syndicaux avec le gouvernement. Il n'est pas possible qu'ils continuent à négocier toutes les réformes de celui-ci, appellent tous les deux mois à une journée d'action, organisent entre temps des combats isolés et disloqués. Les dirigeants doivent rompre avec Sarkozy. Et pour cela il faut nous organiser. Dans les syndicats, pour se les réapproprier. En dehors des syndicats, pour associer toute la population derrière les travailleurs

De nombreux collectifs se constituent, dans toute la France. Il faut rejoindre ces collectifs. Il faut combattre pour que ces collectifs s'unifient nationalement sur le combat pour chasser ce gouvernement.

Il faut poser clairement la question du gouvernement

On ne peut pas obtenir satisfaction de nos revendications alors que le capital joue sa survie, sans poser – et résoudre – la question du gouvernement. Ce gouvernement est le gouvernement des capitalistes, il ne s'en cache d'ailleurs pas.

On ne peut relancer la production dans l'intérêt des travailleurs sans exproprier le capital financier et le remplacer par l'unification sous contrôle ouvrier du système de crédit.

Pour sortir de la crise, il faut donc poser la question du gouvernement, de la politique économique à mener. Et il faut la poser tout de suite, maintenant.

Force est de constater que les organisations politiques qui se réclament de la défense des travailleurs ne la posent pas. Pas le PS, bien sûr, qui veut gérer loyalement et attend 2012, mais pas plus le PCF, le NPA ou le Parti de Gauche. Les dirigeants de ces organisations semblent plus intéressés par l'organisation des prochaines élections, européennes ou régionales, qui leur assurera quelques sièges que par l'urgence de la situation.

Il faut un parti ouvrier révolutionnaire

Nous n'avons pas besoin de partis, anciens ou nouveaux, qui veulent discuter avec la bourgeoisie, partager avec elle les richesses, occuper des sièges de députés, améliorer le capitalisme, nous avons besoin d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire. Le CCI(T) n'est pas ce parti, mais nous nous proposons de contribuer, avec d'autres, à sa constitution. Nous avons besoin de tous pour développer cette orientation : rejoignez-nous, contactez-nous !!

Réunion publique le Lundi 30 Mars 20h30, Maison des passages 44 rue Saint Georges, métro Vieux Lyon ligne D